



Berlin Eco

NUMERO 8

© DG Trésor

27 avril 2018

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Dans leur [rapport commun de printemps](#), les instituts économiques ont relevé de 0,2 point leurs prévisions de croissance pour les années 2018 et 2019, à 2,2 et 2,0% respectivement (corrigé des prix, cvs-cjo). Le taux de chômage continuerait à baisser : 5,2% en 2018 puis 4,8% en 2019 (définition nationale). Les instituts avancent cependant que le contexte international actuel pourrait avoir des conséquences sur la situation économique allemande et mettent en garde contre les tensions grandissantes sur le marché du travail.

Le gouvernement allemand prévoit, quant à lui, dans [ses prévisions de printemps](#) une croissance du PIB de 2,3% pour 2018 (contre une prévision de 2,4% en janvier 2018, corrigé des prix, non cvs-cjo) et de 2,1% pour 2019. Cette croissance serait notamment tirée par la demande interne. Le nombre de personnes au chômage serait de 2,33 millions en 2018 et de 2,24 millions en 2019 (définition nationale).

La [position extérieure de l'Allemagne](#), qui reflète son patrimoine financier net vis-à-vis de l'étranger, représente presque 60% du PIB à fin 2017 contre 20% début 2007 (la France est débitrice à hauteur de 20% du PIB à fin 2017).

POLITIQUES SOCIALES

Le troisième tour des négociations dans la fonction publique, qui a eu lieu entre en avril 2018, a permis d'aboutir à un [accord entre les employés et les employeurs](#) du *Bund* et des communes. Les 2,3 millions d'employés bénéficieront d'une augmentation effectuée en trois temps : +3,19% à partir du 1^{er} mars 2018, +3,09% à partir du 1^{er} avril 2019 et +1,06% au 1^{er} mars 2020 en moyenne (les [grilles salariales](#) présentent les augmentations précises par groupe de rémunération), l'accord durant 30 mois au total. L'accord prévoit aussi une prime de 250€ pour les salariés les moins rémunérés. [Le syndicat Verdi revendiquait](#) 6% d'augmentation moyenne pour l'année 2018, afin que cela représente au moins 200€/mois pour les employés. Conformément à l'engagement pris dans l'accord de coalition, cet accord salarial, initialement conclu pour les 2,3 millions d'employés non fonctionnaires, sera étendu aux 344 000 fonctionnaires du *Bund*.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Selon la [Bundesbank](#), chaque habitant en Allemagne dispose fin 2017 d'un **patrimoine financier** de 72 000 €, dont 28 000€ sur un compte courant ou d'épargne, 27 000€ de prestations à venir en assurance-vie, 7 000€ placés dans des fonds d'investissement, 2 800€ dans des actions allemandes, 1 700€ dans des actions étrangères, 1 500€ dans des obligations et 4 000€ sous d'autres formes. L'augmentation nominale



du patrimoine atteint 5% en 2017, les intérêts et les plus-values ont permis une augmentation de seulement 1,2%.

REGULATION FINANCIERE

Andreas Dombret, membre du directoire de la Bundesbank, affirme, dans une interview accordée au *Börsen-Zeitung*, qu'il est encore trop tôt pour mettre en place **une garantie européenne des dépôts**. Il explique que, d'une part, la réduction des encours de créances douteuses (*NPL*) n'est pas encore suffisante, que des dispositions supplémentaires pour éviter de nouveaux *NPL* doivent être prises, et que, d'autre part, une harmonisation des régimes d'insolvabilité doit être instaurée et que le traitement prudentiel préférentiel de la dette souveraine doit être abandonné. Il estime en outre que « l'absence de garantie européenne de dépôts n'est certainement pas une raison pour ne pas investir dans les banques européennes ».

BANQUES ET ASSURANCES

NordLB renoue avec des bénéfices en 2017 même si la crise maritime continue d'obérer ses résultats : elle affiche un résultat avant impôts de 195 M€ et des provisions pour risques de crédits de 986 M€ après des pertes avant impôts de près de 2 Md€ et des provisions pour risques de crédits d'environ 3 Md€ en 2016 (année de l'acquisition de la totalité de la banque régionale BremerLB et de ses actifs maritimes). Le portefeuille d'actifs maritimes est passé de 16,8 Md€ fin 2016 à 12,1 Md€ fin 2017 tandis que le CET1 a augmenté de 11,3 à 12,2%. Afin d'obtenir un CET1 de 13% et une amélioration de sa notation, la banque veut diminuer ses prêts non performants de 8,2 Md€ fin 2017 à 5 Md€ fin 2019. Elle a déclaré qu'aucune décision n'avait été prise quant à une éventuelle augmentation de capital et l'entrée d'investisseurs privés (cf. BE n° 7).

HSH Nordbank enregistre un résultat avant impôts de -453 M€ en 2017 (contre +121 M€ en 2016). Cette perte résulte essentiellement d'une dépréciation de 1,1 Md€ appliquée au portefeuille de 6,3 Md€ de prêts non performants devant être transféré à la structure de défaillance des nouveaux investisseurs (cf. BE n° 5). Ceux-ci ne verseront en effet plus que 2,45 Md€ pour l'acquisition de ce portefeuille au lieu des 3,5 Md€ initialement convenus. Le PDG a annoncé de nouvelles suppressions de postes (sans précision). Le parlement du Land du Schleswig-Holstein autorise la vente de HSH Nordbank, qui devrait être finalisée d'ici la fin du 3^e trimestre 2018. Selon l'agence Reuters, la fédération des caisses d'épargne serait prête à prolonger de deux à trois ans la garantie des dépôts de **HSH Nordbank** après la privatisation de la banque.

Deutsche Bank, dont le PDG a tout récemment changé, a présenté les grandes lignes de sa restructuration lors de la présentation du résultat trimestriel (résultat avant impôts de 432 M€ vs 878 M€ au premier trimestre 2017). L'activité de banque d'investissements devrait être réduite, notamment aux Etats-Unis et en Asie, pour se concentrer sur la banque de particuliers et d'entreprises en Europe. Les banques de particuliers, d'entreprises et de transaction ainsi que la filiale de gestion d'actifs DWS devraient permettre de réaliser 65% des revenus à partir de 2021 (alors qu'elles permettent déjà d'en réaliser 63%). Les coûts de restructuration devraient passer de 500 à 800 M€ cette année. 300 des 1000 suppressions de postes prévues dans la banque d'investissement aux Etats-Unis auraient d'ailleurs déjà été effectuées. La hiérarchie, y compris le conseil de direction, doit en outre être allégée pour diminuer les dépenses et accélérer le processus de décision. La presse juge ces annonces floues et peu convaincantes. Deutsche Bank est, par ailleurs, la première banque à laquelle la BCE demande de calculer l'impact de ses positions de trading.

La [bourse de Stuttgart](#) proposera à partir de cet automne, par l'intermédiaire de sa filiale FinTech Sowa Labs, l'échange de crypto-actifs. La FinTech sera soumise à la même régulation que la bourse.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Juliette Caucheteux, Anita Gandon et Lucie Petit
Revu par : Etienne Oudot de Dainville

Version du 27 avril 2018